

Les revendications du Syndicat des immenses

4 décembre 2023

Représentation

1. Représentation des immenses dans toutes les instances où il est décidé / discuté de leur sort.
2. Présence d'au moins un immense en tant que membre effectif (et donc avec droit de vote) dans l'Assemblée générale des ASBL des secteurs du logement et du sans-chez-soirisme. Motivé, averti, écouté, cet immense n'est pas un simple faire-valoir de l'obligation de « participation ».

Respect

3. Fin de la systématique déconsidération, invisibilisation, infantilisation, animalisation, culpabilisation, humiliation, indignité et du non-respect des immenses. Fin, en particulier, de toutes les formes, explicites ou insidieuses, du très violent « C'est-bien-assez-bon-pour-eux ».
4. Éradication des préjugés collant à la peau des immenses : délinquants sociaux, profiteurs paresseux, assistés professionnels, etc.
5. Obligation du respect des droits des immenses par les instances où il est décidé/discuté de leur sort.
6. Ne pas se limiter à la satisfaction des besoins : le bonheur de vivre commence avec la satisfaction des désirs.
7. Simplification des procédures de plainte ou de réclamation dans toutes les organisations fréquentées par les immenses et obligation d'un suivi de ces plaintes et réclamations. En cas de besoin, la personne doit avoir un porte-parole, librement choisi. En aucun cas, la plainte ou la réclamation ne peut, en représailles, se retourner contre l'immense.
8. Un immense est un citoyen comme un autre et un contribuable (au minimum via la TVA) et, partant, un ayant-droit-à-exiger-des-services-de-qualité. Fin des « C'est pas votre affaire ! » et autres « Si t'es pas content, dégage ! »
9. Recours facilités contre les administrateurs de biens indécents ou abusifs.
10. Exigence de critères de régularisation clairs, précis et objectifs pour les personnes en situation irrégulière sur le territoire national.

Équité

11. Fin du « deux poids, deux mesures » qui frappe les immenses – souvent de manière inconsciente tant c'est naturel et spontané – dans les textes de loi, les règlements d'organisation, les médias, les attitudes, les manières de parler, de regarder, de juger.
12. Harmonisation des règlements / lois et de leur application au niveau régional, fédéral, voire européen.
13. Fin de toute mesure entachée d'arbitraire, fût-elle emballée dans la sacro-sainte « autonomie des organisations » (et singulièrement des CPAS).
14. Dédommagement des immenses en cas de violation par les organisations qu'ils fréquentent de la loi ou de leurs propres règles de fonctionnement.
15. Prise en compte de l'impossibilité concrète (matérielle, financière, nerveuse, mentale, informationnelle) pour la majorité des immenses d'aller en justice en cas de décision illégale, arbitraire ou contestable.
16. Non-discrimination entre les locataires sur les marchés immobiliers privé et public.
17. Interdiction de toutes les plateformes type Airbnb, qui, soustrayant du marché locatif classique des milliers de logements, contribuent à la hausse sur les loyers.

Dignité

18. Extension au secteur privé de l'interdiction des expulsions domiciliaires pendant la période hivernale, pour les logements classiques, les occupations temporaires ou les squats, sauf s'il y a une solution de relogement et même si l'immense est estimé en tort.

19. Interdiction de toute expulsion des espaces publics (comme les gares) pendant la période hivernale pour les immenses qui y ont dormi sans être dégagés avant ladite période, sauf s'il y a une solution de logement et même si l'immense est estimé en tort.

Priorité

20. Prévoir un accès prioritaire aux logements sociaux pour les personnes sans chez-soi entrant dans les conditions d'attribution.

Efficacité

21. L'impuissance de l'Article 23 de la Constitution, qui reconnaît le droit au logement et qui hante les immenses, est une forme de violence nécropolitique. Bien de primordiale nécessité, le logement doit devenir une nouvelle branche de la Sécurité sociale.
22. Privilégier les aides structurelles aux aides ponctuelles, d'autant que ces dernières sont souvent conditionnées par le maintien dans la précarité.
23. Réelle politique de prévention du sans-chez-soirisme, avec système de lancement d'alerte.
24. Introduction d'une dose significative d'« obligation de résultat » pour les travailleurs sociaux, les associations du secteur bruxellois de lutte contre le sans-chez-soirisme, et le secteur lui-même.
25. Fusion des 19 CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale en un seul CPAS, avec des antennes locales et à la condition que ce ne soit pas l'actuel CPAS de Bruxelles-Ville qui absorbe les autres.
26. Éviter les effets de seuil dans les conditions d'accès aux droits / aides (via des seuils variables à l'intérieur d'une fourchette). Distinguer par exemple les logements clairement non-conformes et ceux conformes à quelques détails près, au lieu de distinguer les logements conformes et non-conformes.
27. Véritable et effective taxation des logements (privés ou publics) inoccupés depuis un an, sauf si des travaux de rénovation avec exigence de conformité sont en cours ou planifiés. Si les travaux planifiés n'ont pas débuté dans les 18 mois, la taxation est d'application.
28. Taxation des loyers des logements privés non conformes et interdiction d'augmenter les loyers au prétexte de cette taxation.

Droits

29. Pour un droit inconditionnel à l'aisance, au bien-être, à la tranquillité, voire à la beauté. À rajouter à la liste des droits humains.
30. *Immensité* rime avec *survie*, *épuiement physique* et/ou *psychique* et *avenir bouché* car *inimaginable* ou *infiniment lointain*. Ainsi, le répit n'est-il pas un besoin discutable de se (re)poser et de se refaire des forces, mais le droit existentiel de reprendre ses esprits et de renouer avec soi-même.
31. Automatisation des droits, afin d'éviter les « non-recours ».
32. Individualisation des droits et suppression, entre autres, dans la foulée, du « statut de cohabitant » qui est attentatoire à la vie privée.
33. Remplacement de l'adresse (de référence) par le numéro national comme condition *sine qua non* pour accéder à ses droits.
34. Domiciliation possible dans les « logements alternatifs », non conformes mais décents et dignes, et à loyers modérés, et qui permettent de sortir quelqu'un de la rue.
35. Suppression de la « loi anti-squat » et facilitation (et non simple encadrement) des occupations concertées.

Revenus

36. Indexation automatique des revenus de remplacement sur l'évolution du « seuil de risque de pauvreté ».
37. Hausse des revenus de remplacement inférieurs au « seuil de risque de pauvreté ».
38. Possibilité d'annuler les dettes – y compris les pensions alimentaires – d'un-e immense dans la mesure où l'obligation de les honorer le/la confine dans une existence indigne.

39. Fin des aides « une fois de son vivant » (comme la prime au relogement).
40. Impossibilité d'augmenter les loyers des logements publics dans la même proportion que l'index, et *a fortiori* dans une proportion supérieure.

Convergences

41. Convergence de la lutte en faveur des immenses et de la lutte contre la pollution. Qui dit pauvreté dit mauvaise qualité de la nourriture, des boissons, des drogues, des médicaments, et donc pollution du corps, dégradation de la santé et baisse de l'espérance de vie.
42. Convergence des luttes en faveur des immenses et du climat, qui se rejoignent dans la lutte contre toute forme de gâchis / gaspillage / dilapidation / négligence, voire d'obsolescence programmée, c'est-à-dire la lutte pour toutes les déclinaisons des mots « respect » et « limite ». Urgence climatique, justice sociale : même combat. Une vie brisée est une vie définitivement brisée, un gâchis énorme et irréversible, une destruction de possibles, de potentialités, de puissances. De liens, de joies, d'échanges.